

Document

Verdict confirmé en Italie pour des agents de la CIA

(Reuters)

19 septembre 2012

La Cour de cassation italienne a confirmé mercredi les verdicts de culpabilité rendus contre 23 Américains accusés d'avoir enlevé l'imam égyptien Hassan Moustafa Ossama Nasr en 2003 à Milan, en pleine "guerre contre le terrorisme", a-t-on appris de source judiciaire.

Les Américains - 22 agents de la CIA et un pilote de l'US Air Force - qui seraient actuellement aux Etats-Unis ont été jugés par contumace en 2010. Ils ne purgeront probablement pas leurs peines - l'Italie n'a pas demandé leur extradition - mais prendront le risque d'être arrêtés s'ils se rendent en Europe.

La Cour de cassation a également déclaré que cinq responsables des services secrets italiens, dont l'ancien chef du Sismi, le renseignement militaire, Nicolo Pollari, qui a démissionné lorsque l'affaire a éclaté, devaient être jugés pour leur rôle dans l'enlèvement de l'imam.

Les 23 Américains ont été condamnés en appel en décembre 2010. Robert Seldon Lady, l'ancien chef de l'antenne de la CIA à Milan, a écopé de neuf ans de prison, les 22 autres ont pris sept ans de prison.

L'imam égyptien, également connu sous le nom d'Abou Omar, a été enlevé en février 2003 à Milan, où il résidait légalement. Il a été transféré en Egypte où il dit avoir été torturé pendant sept mois.

Le procès de l'affaire de Milan était le premier du genre touchant aux "special renditions", des extraditions extrajudiciaires de "suspects de terrorisme" orchestrées par l'administration de George W. Bush vers des pays pratiquant la torture.

L'organisation Amnesty International s'est félicité de l'arrêt de la Cour de cassation italienne.

"Nous formons l'espoir que les Etats-Unis vont commencer à coopérer avec ceux qui tentent de révéler la vérité de ce qui s'est passé sous l'ère Bush", a ajouté Julia Hall, spécialiste des questions de droits de l'homme et de lutte contre le terrorisme d'Amnesty.

D'autres procédures sont en cours. Au printemps dernier, une plainte a été déposée à Londres contre l'ancien ministre britannique des Affaires étrangères, Jack Straw, par le Libyen Abdel Hakim Belhadj, qui fut l'un des principaux chefs militaires de l'insurrection libyenne.

Belhadj accuse le Foreign Office d'avoir autorisé, après son arrestation en 2004 en Asie par des agents de la CIA, sa déportation en Libye où il dit avoir été torturé pendant plus de cinq ans.

Des agents présumés de la CIA sont également visés en Allemagne après l'arrestation en Macédoine et le transfert en Afghanistan d'un ressortissant allemand en 2003-2004.

D'autres pays européens, dont la Pologne, la Lituanie et la Roumanie, auraient été impliqués dans ces extraditions extrajudiciaires sur lesquelles travaille le Parlement européen.

Dans un texte adopté en 2007, le Parlement européen évoque "au moins 1 245 vols affrétés par la CIA ont survolé l'espace aérien européen ou fait escale dans des aéroports européens entre la fin de l'année 2001 et la fin de l'année 2005", soit dans les quatre années ayant suivi les attentats du 11 septembre 2001.